

Les libéraux ouvrent leur livre rouge à l'instant et promettent tout de go de distribuer encore plus d'argent. Mais, misère, que voient-ils écrit dans leur avenir, une défaite au Manitoba, en Saskatchewan, en Ontario, inutile de le dire.

À quoi peuvent s'attendre les Canadiens de sitôt, sinon à de nouvelles déceptions de leurs élus libéraux. Le Parti réformiste est celui par qui viendra l'espoir d'un avenir meilleur—un avenir planifié.

Joyeux Noël à tous, et bonne route.

* * *

RADIO CANADA INTERNATIONAL

M. Svend J. Robinson (Burnaby—Kingsway, NPd): La fermeture de Radio Canada International a été annoncée hier, à Montréal.

Cela entraînera la disparition de la Radio des Forces canadiennes, qui diffusait des émissions canadiennes à nos casques bleus en mission un peu partout dans le monde. Cela entraînera aussi la disparition des services français et anglais de radiodiffusion sur ondes courtes, qui permettaient aux Canadiens qui voyagent, travaillent ou vivent à l'étranger de garder contact avec le Canada.

[Français]

L'élimination des émissions sur ondes courtes diffusées en huit langues, qui sont la voix du Canada dans le monde, sera encore plus dévastatrice.

En 1995, dans un examen de la politique étrangère, le gouvernement concluait que RCI était extrêmement bien placée pour faire connaître les valeurs canadiennes à l'étranger.

Même le Conseil canadien des chefs d'entreprise a souligné que la station crée une demande pour des biens et des services canadiens.

[Traduction]

La Loi sur la radiodiffusion oblige Radio-Canada à fournir un service international. J'exhorte donc les libéraux à revenir sur cette décision scandaleuse et à offrir l'appui dont a besoin Radio Canada International. Le Canada ne doit pas être le seul pays du G7...

Le Président: Le député de Lincoln a la parole.

* * *

• (1410)

LES CONSULTATIONS PRÉBUDGÉTAIRES

M. Tony Valeri (Lincoln, Lib.): Monsieur le Président, le 28 novembre dernier, j'ai eu le plaisir d'accueillir dans Lincoln, ma circonscription, un autre atelier qui se voulait, cette fois-ci, une consultation prébudgétaire. Beaucoup de mes électeurs estiment que le gouvernement a pris des mesures décisives dans les budgets antérieurs et que nous devons continuer dans la même veine. Toutefois, la réduction des dépenses publiques ne doit pas se faire à la manière sauvage de Mike Harris.

Trois principaux thèmes ont été exposés et débattus: le chômage et la création d'emplois, les préoccupations des petites entre-

Article 31 du Règlement

prises, et la dette et le déficit. Je suis heureux de dire que des progrès ont été accomplis dans les trois domaines.

Le ministre du Développement des ressources humaines a lancé des programmes d'assurance-emploi. Le ministre de l'Industrie a présenté le projet de loi C-99, Loi modifiant la Loi sur les prêts aux petites entreprises, qui va continuer d'assurer l'accès au capital d'emprunt aux petites entreprises qui en ont besoin pour prendre de l'expansion et créer des emplois.

La semaine dernière, le ministre des Finances a déclaré que le déficit pour l'exercice 1997-1998 sera ramené à 2 p. 100 du PIB. Notre objectif est de supprimer le déficit grâce à une stratégie mesurée et responsable.

Je tiens à remercier mes électeurs d'avoir participé à cet atelier. Une tribune de ce genre permet aux électeurs d'exprimer leur opinion.

* * *

IQALUIT

M. Jack Iyerak Anawak (Nunatsiak, Lib.):

[Note de l'éditeur: Le député parle en inuktitut.]

Monsieur le Président, lundi, les habitants de l'Arctique ont participé à un vote historique, à un plébiscite à l'issue duquel ils ont voté pour Iqaluit comme capitale du nouveau territoire. Les électeurs du Nunavut ont voté à 60 p. 100 en faveur d'Iqaluit.

Je félicite la ville d'Iqaluit et les habitants des deux localités qui ont travaillé très fort durant la campagne visant le choix d'une capitale. Je remercie le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien d'avoir donné à la population du Nunavut la possibilité de choisir démocratiquement sa future capitale.

Les habitants du Nunavut se sont prononcés, et je recommande Iqaluit au ministre et au gouvernement, car c'est le choix que la population a fait. Conjuignons maintenant nos efforts afin de réaliser notre objectif commun, celui de créer, en 1999, un nouveau territoire que toutes les collectivités partageront.

[Note de l'éditeur: Le député parle en inuktitut.]

* * *

LE PARTI RÉFORMISTE

M. Andrew Telegdi (Waterloo, Lib.): Monsieur le Président, depuis deux ans, il est devenu clair que le Parti réformiste et le Bloc québécois défendent des idées différentes qui mènent au même résultat sur le plan de l'unité nationale.

Le Parti réformiste en remet. Son chef préconise maintenant des pouvoirs de destitution comme ceux qui existent aux États-Unis. Les Canadiens en ont assez que le Parti réformiste fasse effrontément la promotion de ses idées au détriment du Canada. Les Gingrich du Nord sont plus intéressés à se faire bassement du capital politique qu'à s'employer, avec tout le monde, à résoudre les problèmes de notre pays.

Le Parti réformiste croit qu'il faut un boulet de démolition pour procéder au renouveau constitutionnel et à l'édification d'un pays. L'histoire jugera ce parti à sa juste valeur lorsqu'il ira rejoindre les cendres du mouvement du Crédit social dont il est issu.